

## Créations d'entreprises

### À savoir

- Six ans après l'éclatement de la crise financière, les taux de création d'entreprise commencent à évoluer en ordre dispersé dans les économies de l'OCDE.
- Ils restent inférieurs aux niveaux observés avant la crise dans la plupart des pays de la zone euro, en particulier au Danemark et en Espagne, où l'on observe toutefois des signes de stabilisation. En Australie, au Portugal, au Royaume-Uni et en Suède, les créations ont retrouvé leurs niveaux d'avant la crise, affichant même une tendance positive.
- En France, les taux de création continuent de subir l'effet incitatif de la nouvelle législation sur les auto-entrepreneurs introduite en 2009.

### Pertinence

La récente crise mondiale a ravivé l'intérêt pour l'entrepreneuriat, considéré comme un moteur essentiel de la reprise économique et de la croissance de l'emploi. Pour analyser les incidences des cycles économiques sur la création d'entreprise, les responsables de l'action publique et les analystes ont besoin de données aussi actualisées que possible. Les indicateurs de court terme fournis dans la présente section sont une tentative de réponse à ce besoin.

### Définitions

La *Base de données de l'OCDE des indicateurs actualisés de l'entrepreneuriat* utilise des données découlant de définitions nationales uniquement. Des ajustements sont opérés, dans la mesure du possible, pour s'approcher au plus près des définitions type de l'*Eurostat-OECD Manual on Business Demography Statistics* (omission de l'agriculture et exclusion des entreprises publiques et des entreprises inactives).

Les sources et définitions correspondant aux entrées d'entreprises utilisées dans la *Base de données des indicateurs actualisés de l'entrepreneuriat* sont décrites au tableau A.1 de l'annexe A.

Certaines des sources nationales choisies pour les indicateurs actualisés font appel au concept de naissance d'entreprise, tandis que d'autres utilisent le concept plus large de création d'entreprise.

Une création d'entreprise désigne l'apparition d'une nouvelle entité, soit par naissance pure et simple, soit par fusion, dissolution, scission ou discontinuité (au sens des règles de continuité).

### Comparabilité

Dans la mesure où l'indicateur repose sur une seule source plutôt que sur les multiples sources qui alimentent les registres

d'entreprises nationaux, la population des entreprises est souvent incomplète. Suivant le pays, la source unique choisie peut ne pas couvrir certaines formes sociales (entreprise individuelle, par exemple) ou certains secteurs d'activité (comme l'agriculture ou l'éducation), ou encore les entreprises dont le chiffre d'affaires ou l'effectif se situent en deçà d'un certain seuil.

Les concepts de « création » d'entreprise représentés dans les séries de données diffèrent d'un pays à l'autre. Le concept de naissance d'entreprise est plus restrictif que celui de création dans le sens où il fait référence à une entité juridique qui apparaît pour la première fois sans qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans le processus de création. Il exclut les créations d'entreprises résultant de fusions ou de changements de nom, de type d'activité ou de propriétaire.

Certaines sources ne couvrent que certains types d'entreprises : les données concernant l'Australie ne tiennent pas compte des entreprises dépourvues de personnalité morale ; les données concernant l'Espagne ne tiennent compte ni des personnes physiques ni des entreprises individuelles et les données concernant les États-Unis tiennent compte exclusivement des établissements employant des salariés.

En raison des problèmes de comparabilité décrits ci-dessus, les comparaisons internationales de données issues de la *Base de données des indicateurs actualisés de l'entrepreneuriat* doivent se concentrer sur l'évolution des valeurs plutôt que sur les valeurs en elles-mêmes.

### Remarques

Un nouveau statut d'entreprise individuelle – le régime de l'auto-entrepreneur – a vu le jour en janvier 2009 en France.

La *tendance-cycle* rend compte sous une forme combinée des mouvements à long terme (tendance) et de ceux de moyen à long terme (cycle) dans la série originale (voir <http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=6693>).

### Source/base de données en ligne

*Base de données de l'OCDE concernant les indicateurs actualisés de l'entrepreneuriat.*

### Pour en savoir plus

Eurostat (2010), *Estimation of Recent Business Demography Data*, DOC.06/EN/EUROSTAT/G2/BD/JUN10.

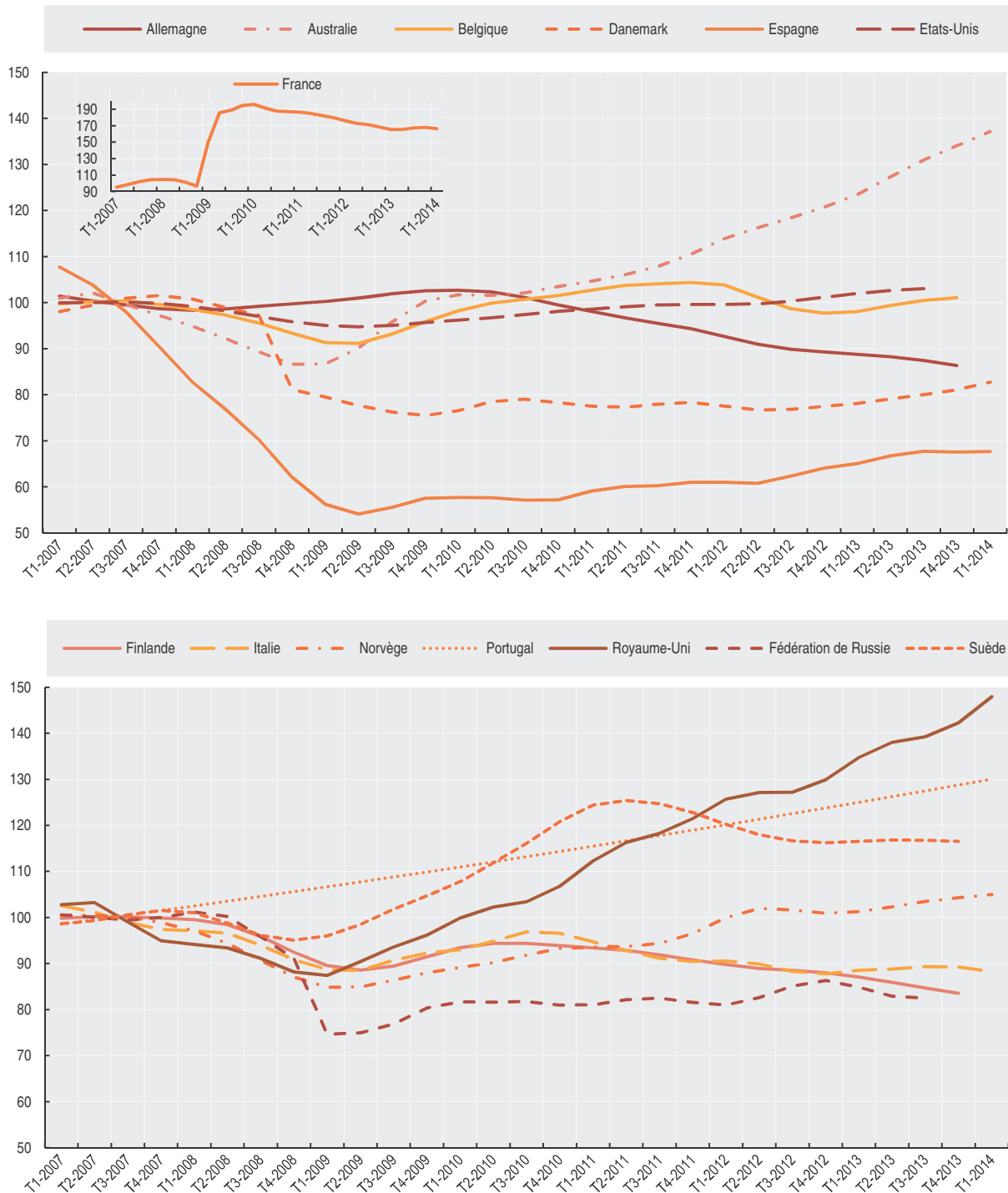
OCDE (2010), « Measuring Entrepreneurship », *Cahiers statistiques de l'OCDE*, n° 15, [www.oecd.org/dataoecd/50/56/46413155.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/50/56/46413155.pdf).

OCDE (2011), *Panorama de l'entrepreneuriat 2011*, chapitre 1, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264097735-fr>.

ONU (2008), *Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI)*, Révision 4, 2008, Nations Unies, New York, <http://unstats.un.org/unsd/cr/registry/isc-4.asp>.

Graphique 1.1. Créations de nouvelles entreprises, échantillon de pays

Tendance-cycle, moyenne 2007 = 100



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933139936>



Extrait de :  
**Entrepreneurship at a Glance 2014**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/entrepreneur\\_aag-2014-en](https://doi.org/10.1787/entrepreneur_aag-2014-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Créations d'entreprises », dans *Entrepreneurship at a Glance 2014*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/entrepreneur\\_aag-2014-4-fr](https://doi.org/10.1787/entrepreneur_aag-2014-4-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).